

Fête de la gauche

→ **1998** 20 ans de socialisme
2018 en Finistère



Samedi 8 septembre 2018
à partir de 14h00
LE RELECQ-KERHUON



Après avoir pensé leurs plaies, les socialistes du Finistère vont maintenant penser le présent et surtout l'avenir avec toutes celles et ceux qui veulent construire une alternative de gauche, en France et en Europe. Voilà le sens de la Fête de la gauche qui se déroulera samedi 8 septembre, au camping du Camfrout, au Relecq-Kerhuon.

Ce rassemblement, auquel participera Olivier Faure, sera placé sous le signe de l'ouverture, de l'échange, du débat et de la convivialité.

Dans l'après-midi, des ateliers, auxquels participeront des responsables d'associations, porteront sur l'accueil des migrants, le sens de l'engagement, les spécificités de la gauche bretonne ou les luttes contre les discriminations.

Mais ce moment politique sera aussi un moment convivial et festif avec le barbecue en soirée et les concerts de groupes locaux comme *Trafalgar Jazz*, *Los Bogos*, *Bienvenue chez les Bretons*, *Matthieu Le Donge* ou *Sammy and the redouters*.

**CAP
FINISTÈRE**
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 30/08/2018

SITE DE DEPOT
P1
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Court terme

Mais pourquoi le ministère de l'Intérieur souhaite-t-il mettre fin à la présence des CRS, l'été sur les plages? Des vacanciers se sont-ils plaints? Non, bien au contraire. Les CRS dénoncent-ils cette mission? Pas plus. Les maires en ont-ils assez de leur présence? Certainement pas.

Cette mesure vise uniquement à faire des économies, sur le dos des communes.

Mais, si on sait combien coûte la présence des CRS sur nos plages, personne ne peut dire ce qu'elle rapporte, en nombre de vies sauvées ou d'altercations empêchées. Et comment évaluer l'impact de cette présence en termes d'image pour le corps des CRS trop souvent perçu comme uniquement répressif.

À vouloir tout considérer d'un point de vue financier, le gouvernement s'apprête donc à casser un dispositif qui donne pourtant satisfaction à tout le monde.

Et pour que l'État fasse des économies de bouts de chandelles, les maires risquent d'être obligés de faire appel à des sociétés privées pour assurer la surveillance des baignades et la sécurité sur les plages. Une véritable politique de Gribouille.

Inadmissible !

Il y eut d'abord la sidération, puis la colère mais rapidement est venu le temps de la mobilisation pour les élu.es socialistes de Bretagne, et particulièrement du Finistère, pour dénoncer la proposition de la Commission européenne qui souhaite exclure les ports de l'Ouest de la France de la carte du Réseau transeuropéen de transport.



Brest et Roscoff doivent figurer sur le schéma

De quoi s'agit-il? Suite au Brexit, la Commission européenne propose un réaménagement du corridor logistique Mer du Nord/Méditerranée. Or, le document rendu public, exclu les ports Bretons des liaisons avec l'Irlande. Un comble au regard des données géographiques. **«Un tel schéma ne peut que susciter l'incompréhension, voire l'indignation. Le port de Brest mais également celui de Roscoff sont les plus proches de l'Irlande et sont en mesure d'accueillir ces nouvelles connexions»**, ont immédiatement réagi,

dans un communiqué commun, Nathalie Sarrabezolles et François Cuillandre, mais aussi les élu.es socialistes régionaux et départementaux du pays de Morlaix, ainsi que le sénateur Jean-Luc Fichet.

Car l'enjeu est de taille : **«Exclure ces ports du réseau transeuropéen de transport (RTE-T), c'est également les priver d'une dynamique économique nécessaire au développement de nos territoires et, en plus, ignorer l'important travail de désenclavement mis en œuvre à travers les investissements routiers, ferroviaires et aéroportuaires mis en œuvre par les collectivités locales»**, précisent les deux élus.

«Les ports de Brest et Roscoff sont les plus proches de l'Irlande.»

«Cette carte est d'autant plus incompréhensible que depuis des années nous militons auprès de la Commission pour que les ports de Brest et Roscoff soient intégrés dans le schéma», ne décolère pas Frédérique Bonnard Le Floc'h, en charge de l'Europe au Conseil départemental. **«Cette carte jouera un rôle déterminant pour l'attribution des investissements de l'UE dans les ports qui y seront mentionnés.»** Or, l'enveloppe s'élève à plus de 30 milliards d'euros.

«Il s'agirait par-là de privilégier uniquement les ports belges et néerlandais, en excluant les ports de la Manche du dispositif de financement du Réseau transeuropéen de transport. Cette proposition est intolérable !»

Pour les élu.es socialistes de la région de Morlaix : **«le Brexit risque d'ébranler fortement la région que nous représentons. Notre territoire a connu de graves sinistres économiques et le Brexit risque de créer de nouveaux soubresauts dangereux.»**



Bruxelles doit revoir sa copie

Notre économie agricole est tournée vers l'export, et notamment vers le monde britannique, de longue date. Les zones de pêches ouvertes et partagées, aujourd'hui, entre Français et Anglais ou les liaisons maritimes via la compagnie Brittany Ferries sont des atouts qui risquent d'être fortement ébranlés par la sortie des Britanniques de l'Union européenne.»

Nous avons testé pour vous...



Nous avons testé pour vous La Ruche Socialiste, <https://laruchesocialiste.fr/> la plateforme collaborative du Parti Socialiste. C'est en effet, en partie sur ce site que s'élaborera le projet

des socialistes pour les élections européennes mais, au-delà de cette élection, c'est là que les socialistes pourront débattre pour les conventions qui interviendront dans les mois qui viennent.

Pour résumer, cette nouvelle plateforme interactive est, et sera de plus en plus, *«The place to be»* pour les socialistes. D'où l'importance de s'y connecter et de s'habituer, dès maintenant, à son fonctionnement.

Pour commencer, il faut s'inscrire. Il suffit pour cela d'indiquer son adresse mail et de choisir un mot de passe pour créer son profil. Ainsi, il est possible de garder une trace des propositions pour lesquelles on a voté.

Une fois identifié, il est possible de butiner. En haut du site se trouvent plusieurs onglets. Le premier concerne l'Europe. Il donne accès aux propositions qui serviront à élaborer le projet pour les élections européennes. Elles sont classées en trois rubriques : *L'Europe par les européens, L'Europe pour les européens* et *Une Europe forte puissante et indépendante.*

À côté de chaque proposition se trouve un camembert qui permet de voir au premier coup d'œil si elle recueille l'assentiment des internautes. On y trouve notamment des propositions telles que la possibilité pour le Parlement européen de créer des commissions d'enquête, de droits européens dans le domaine du numérique ou de régulation du football, au niveau européen.

Pour butiner encore plus facilement, on peut aussi cliquer sur l'onglet *«Le baromètre»*. Il est ainsi possible de participer directement aux sujets *«qui font le buzz»* comme *«Comment faire respecter la souveraineté populaire et la voix des citoyens?»* ou *«Comment les Européens doivent-ils bâtir et défendre leur modèle social face à la concurrence fiscale, sociale et environnementale?»*.

À la rencontre des Finistérien.nes

Il faut laisser du temps au temps, répétait François Mitterrand. Et il faut respecter le rythme de la démocratie. L'ampleur de la défaite subie par le Parti Socialiste au printemps 2017 exigeait une forme de « diète militante » pour les militants du PS qui devaient, dans un premier temps, chercher à comprendre ce qui s'est passé en 2017.

Mais, un an après le tsunami, dans le Finistère, le temps est venu, pour les socialistes de retourner à la rencontre des électrices et des électeurs, notamment à Combrit, Fouesnant, Pont-l'Abbé ou Le Relecq-Kerhuon.

« Nous devons d'abord remettre de l'ordre en interne », explique le Premier secrétaire fédéral, Yohann Nédélec. « Après le congrès, le secrétariat fédéral s'est mis en place et les instances fonctionnent à nouveau. Nous faisons toujours preuve d'humilité mais il est temps de retourner au contact des Finistériennes et des Finistériens pour leur expliquer ce que nous faisons, ce que nous proposons et comment nous entendons les

associer à notre réflexion, notamment grâce à La Ruche Socialiste. »

C'est donc « armés » de flyers destinés à expliquer le fonctionnement de La Ruche Socialiste, que des militants sont allés sur les plages et les marchés.

« C'est d'abord la surprise que nous percevons dans le regard des personnes que nous rencontrons », expliquent Tom Hélias, secrétaire de la section du Relecq-Kerhuon, et Arnaud Platel, secrétaire fédéral au projet, qui ont participé à des actions

militantes sur la plage du Moulin Blanc ou à Combrit. Tous deux ont également noté, avec satisfaction que la présence de jeunes militants a été remarquée et saluée à plusieurs reprises par des personnes qui se faisaient une fausse idée de la réalité militante du Parti Socialiste.

« On a aussi ressenti une vraie déception de la part d'électeurs d'Emmanuel Macron, en particulier chez les retraités », a pu constater Christian Scicluna, qui a participé à des actions à Combrit et Pont-l'Abbé.

« Nous avons bien sûr, au Moulin Blanc, distribué des flyers pour annoncer la Fête de la gauche du 8 septembre », explique Tom Hélias. Là encore, les personnes rencontrées font part de leur étonnement, mais certains pourraient bien venir assister aux concerts ou participer à des ateliers.

Ces premiers contacts montrent qu'il existe une attente de la part des électeurs. Aux socialistes maintenant d'apporter des réponses à leurs questions.



Cet été dans le Finistère

En savoir plus

Prenez la parole !



Au début du mois de juillet, les secrétaires fédérales en charge du Pôle société du XXI^e siècle, Rachel Nicolas et Catherine Huon, ont diffusé un questionnaire.

« Nous avons reçu plusieurs réponses et nous avons déjà des pistes de travail pour organiser des travaux qui correspondent aux attentes des adhérents », expliquent les secrétaires fédérales. En outre, un certain nombre d'adhérents ont précisé leurs champs de compétences et les thèmes sur lesquels ils peuvent apporter leur expertise.

Si ça n'est pas déjà fait, vous pouvez répondre au questionnaire, en ligne sur le page de la Fédération www.ps29.bzh



L'UESR recrute

Le conseil d'administration de l'UESR (Union des Élu.es Socialistes et Républicains) a décidé de procéder au recrutement

d'un.e permanent.e.

Son rôle consistera à préparer une série de formations dans la perspective des élections municipales de 2020. Il ou elle devra suivre l'actualité des collectivités locales et rédiger des notes et des articles pour le site internet www.uesr29.fr

Vous pouvez faire acte de candidature ou demander la fiche de poste plus détaillée à contact@uesr29.fr

Auxiliaires de vie scolaire

Maryvonne Blondin est intervenue auprès des ministres de l'Éducation nationale et de la Santé pour attirer leur attention sur le statut des auxiliaires de vie scolaire.

« Ces personnels relèvent actuellement de deux statuts différents : les

accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH), bénéficiant d'un contrat de droit public, et les agents engagés par contrat unique d'insertion ou contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE), recrutés alors sous contrat de droit privé et dépendant donc du code du travail », a rappelé la sénatrice du Finistère.

« Remplissant des missions essentielles de service public au sein des établissements scolaires, assurant l'inclusion des élèves en situation de handicap, leurs deux statuts, malgré les avancées obtenues précédemment, s'avèrent pourtant très précaires et sous-tendent un manque de reconnaissance criant de leur profession. »

Pour Maryvonne Blondin, « à l'heure où le gouvernement a fait de l'inclusion des personnes handicapées une priorité, la paupérisation et l'absence de reconnaissance de ces personnels, indispensables à la scolarisation des enfants en situation de handicap au sein de l'école de la République, apparaissent paradoxales ».

Agenda

8 septembre

 Journée de rentrée
fédérale.

16 septembre

 Barbecue de rentrée des
sections brestoises.

29 septembre

Conseil fédéral.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

 CPPAP 1222 P 11428
N° 1237 - Vendredi 31 août 2018
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directrice de la publication : Rachel NICOLAS

 Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

 Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

 Adresse :
.....
.....

 Abonnement papier
 Abonnement numérique

..... @

 Adhérents : 25 euros (papier) ;
20 euros (numérique)
Non adhérents : 50 euros (papier) ;
35 euros (numérique)

 Chèque à l'ordre de :
ADFFFPS

Lait contaminé : plus jamais ça !

Quentin Guillemain

«**Nous avons l'impression de nous trouver face à un mur**», dénonce **Quentin Guillemain, président de l'Association des Familles Victimes du Lait Contaminé aux Salmonelles (AFVLCs)**
www.victimelactalis.fr

Cap Finistère : Pourquoi vous êtes-vous engagé dans ce combat ?

Quentin Guillemain : Ma fille avait six mois lorsque nous avons appris, le 2 décembre 2017, qu'elle avait consommé du lait potentiellement contaminé à la salmonelle. C'est pour éviter à d'autres parents de se retrouver dans la même situation que je me suis engagé. Il faut bien avoir conscience que ce type d'événement est particulièrement traumatisant et pénible à vivre pour les parents.

L'AFVLCs compte plus de 700 familles. Cependant, dans cette affaire, nous ne disposons pas des informations nécessaires pour connaître exactement l'ampleur du scandale. Nous devons nous contenter d'estimations mais nous savons que plusieurs dizaines de millions de boîtes de lait et aussi de solutions de ré-hydratation, étaient potentiellement contaminées. Plusieurs centaines d'enfants ont été hospitalisés. Mais les tests pour déterminer si les enfants sont victimes de « simples » gastro-entérites ou de salmonellose ne sont effectués qu'en dernier recours.

Et il ne faut pas oublier qu'à l'étranger aussi des boîtes de lait ont été consommées.

Cap Finistère : Que pensez-vous des conclusions de la commission d'enquête parlementaire ?

Quentin Guillemain : Ce scandale a commencé en 2005. Sans l'intervention médiatique des parents il n'y aurait pas eu les auditions au Sénat, ni la commission d'enquête parlementaire. Ses conclusions vont dans le bon sens. Elles reprennent les propositions que nous avançons dès le mois de janvier. Mais maintenant, il faut les mettre en œuvre. Or, nous ne voyons rien venir. Tout le monde, y compris le ministre de l'Économie, à deux reprises, réclame la création d'un site internet unique où les producteurs et les distributeurs auraient l'obligation de publier, en toute transparence, les informations sur le retrait des produits. Techniquement, la création d'un tel site ne pose pas de difficulté mais rien n'a encore été fait.

Dans le cadre de la loi sur une alimentation saine, nous avons proposé un certain nombre d'amendements consensuels que des députés de la majorité s'étaient même engagés à porter. Or, aucun n'a été adopté.

Lorsque le scandale est sur la place publique, chacun multiplie les déclarations

de bonne intention. Mais dès que les projecteurs ne sont plus braqués sur ce sujet, plus rien ne se passe.

On a l'impression que chaque ministère (Agriculture, Santé, Économie) défend son pré carré et son petit pouvoir local, et rien ne change.

Lorsqu'on demande au préfet de nous expliquer les raisons pour lesquelles il a autorisé la réouverture de l'usine, nous nous heurtons à une fin de non-recevoir alors même que nous sommes en droit d'être informés. Mais c'est comme ça depuis le début de l'affaire. Il faut se souvenir qu'il a fallu plus d'un mois pour que les ministres acceptent d'évoquer ce scandale : il a été révélé le 2 décembre et ce n'est que début janvier que les ministres ont demandé des comptes à Lactalis. Nous avons clairement l'impression que les intérêts économiques priment sur l'intérêt général.

Cap Finistère : Vous plaidez également pour que les laits infantiles soient enfin considérés comme des médicaments.

Quentin Guillemain : Absolument, et en particulier pour les produits premier âge. Et ça serait d'ailleurs logique puisqu'une partie du prix de certains de ces laits est remboursée par la sécurité sociale. Les contrôles effectués sur les médicaments sont bien plus stricts et surtout les procédures de retraits sont nettement plus efficaces. Depuis ce scandale, nous savons que des produits infantiles d'autres marques ont encore été retirés mais les parents n'en ont été informés que plusieurs semaines après.

Cap Finistère : Cette opacité est d'autant plus surprenante que la filière laitière française a tout à gagner à miser sur la qualité.

Quentin Guillemain : Tout à fait. Nous ne cessons de répéter que cette filière n'est pas notre ennemie. Au contraire, ils ont tout à gagner à mettre en place les procédures totalement transparentes qu'attendent les parents pour redorer l'image de ces professions.

Aujourd'hui, six mois après les contaminations, nous demandons principalement deux choses : d'abord la nomination d'un juge d'instruction qui pourra instruire cette affaire en toute indépendance. Ensuite, que les propositions de la commission d'enquête soient enfin mises en œuvre. On nous annonce une proposition de loi pour le second semestre 2018 mais nous n'avons pas plus d'information, ni sur le contenu de cette proposition, ni sur l'agenda de son examen.

